

Dossier consolidé

Date de création : 04-06-2026

Projet de loi 8741

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025

Date de dépôt : 29-04-2026

Date de l'avis du Conseil d'État : 19-05-2026

Auteur(s) : Monsieur Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Liste des documents

| Date | Description | Nom du document | Page |
|-------------|------------------------|------------------------|-------------|
| 29-04-2026 | Déposé | 20260429_Depot | <u>3</u> |
| 19-05-2026 | Avis du Conseil d'État | 20260519_Avis | <u>41</u> |

20260429_Depot



Le Premier ministre,

Vu les articles 76 et 95, alinéa 1^{er}, de la Constitution ;

Vu l'article 10 du Règlement interne du Gouvernement ;

Vu l'article 58, paragraphe 1^{er}, du Règlement de la Chambre des Députés ;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État ;

Considérant la décision du Gouvernement en conseil du 27 février 2026 approuvant sur proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur le projet de loi ci-après ;

Arrête :

Art. 1^{er}. *Le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur est autorisé à déposer au nom du Gouvernement à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025 et à demander l'avis y relatif au Conseil d'État.*

Art. 2. *La Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement est chargée, pour le compte du Premier ministre et du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, de l'exécution du présent arrêté.*

Luxembourg, le 29 avril 2026

Le Premier ministre

Luc Frieden

Le Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur

Xavier Bettel



Exposé des motifs

Le présent projet de loi consiste à approuver l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025.

I. Genèse de l'Accord

Le présent accord consiste à exempter de visa de manière réciproque les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels des ressortissants Kirghizes, Belges, Néerlandais et Luxembourgeois.

II. Nature de l'Accord

La dispense réciproque de visa pour les détenteurs kirghizes de passeports diplomatiques, de service et officiels permet de faciliter leurs déplacements au sein du territoire de l'un des États du Benelux contribuant à favoriser les échanges et/ou négociations avec les institutions européennes et organisations internationales sises dans le Benelux. Pour ces motifs, un accord instituant une telle exemption permet une circulation plus aisée échappant à toutes les démarches liées aux visas.

L'intérêt d'un tel accord entre la République kirghize et les États du Benelux est celui de pouvoir entretenir des relations privilégiées en facilitant les contacts diplomatiques et interpersonnelles eu égard à la liberté de circuler dont pourront bénéficier, d'une part, les citoyens kirghizes, titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels pour leurs déplacements dans les pays du Benelux, et, d'autre part, les citoyens issus d'une nationalité d'un des pays du Benelux lors des déplacements à la République kirghize. La position de l'union du Benelux au sein des autorités kirghizes en sera d'autant plus renforcée liée notamment à une coopération plus étroite.

III. Contenu de l'Accord

L'exemption de visa visée par cet Accord s'applique aux titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité. Les ressortissants de la République kirghize titulaires de ces passeports peuvent entrer, quitter ou transiter sans visa sur le

territoire des États du Benelux pour une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours, par période de cent quatre-vingts (180) jours. Réciproquement, l'exemption s'applique également aux ressortissants des États du Benelux, titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, pouvant ainsi entrer sur le territoire de la République kirghize, le quitter ou y transiter sans visa en vue d'un séjour pour une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours, par période de cent quatre-vingts (180) jours.

Nonobstant, les ressortissants des États parties à l'Accord affectés à une mission diplomatique ou poste consulaire, ou bien auprès d'une organisation internationale située dans les États parties, détenteurs de passeports diplomatiques valables sont dispensés de visa pour entrer, quitter ou séjourner sans visa pour la durée de leur accréditation, sans préjudice des règlements d'accréditation préétablis. Le champ d'application s'étend aux membres de famille des ressortissants précités bénéficiant des mêmes facilités, si faisant partie du même foyer en fonction des règles nationales de chacune des parties.

L'Accord est sans préjudice des lois et règlements régissant les conditions d'accès au territoire, la durée du séjour, l'établissement et l'éloignements des étrangers et toute forme d'activité pouvant être exercée, ainsi que les droits, obligations et responsabilités d'autres traités. En outre, l'Accord n'exclut pas le refus d'admettre sur le territoire des États parties toute personne jugée indésirable ou considérée comme étant préjudiciable à l'ordre public ou à la sécurité nationale.

Les éventuels différends qui concerneraient l'Accord sont à régler à l'amiable entre les parties. Quant à sa suspension ou toute levée d'une potentielle suspension est possible pour toute partie à condition de le notifier immédiatement au Dépositaire qui en informe toutes les autres parties.

Comme à l'accoutumé, c'est le Secrétariat général de l'union Benelux qui est désigné le Dépositaire du présent Accord.

IV. Cadre institutionnel de l'Accord

Les autorités compétentes responsables de la mise en œuvre de l'Accord sont mentionnées à l'article 2 paragraphes a, b, c et d.



Texte du projet de loi

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025.

Nous Guillaume, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Le Conseil d'Etat entendu ;

Vu l'adoption par la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du... et celle du Conseil d'Etat du... portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Est approuvé l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025.

**КЫРГЫЗ РЕСПУБЛИКАСЫ МЕНЕН БЕНИЛЮКС
МАМЛЕКЕТТЕРИНИН ОРТОСУНДАГЫ ЖАРАКТУУ
ДИПЛОМАТИЯЛЫК
ЖАНА КЫЗМАТТЫК/РАСМИЙ ПАСПОРТТОРДУН ЭЭЛЕРИ
ҮЧҮН
ВИЗАЛЫК ТАЛАПТАРДАН БОШОТУУ ЖӨНҮНДӨ
МАКУЛДАШУУ**

**OVEREENKOMST TUSSEN DE KIRGIZISCHE REPUBLIEK EN DE BENELUX-STATEN
INZAKE DE VRIJSTELLING VAN DE VISUMPLICHT VOOR HOUDERS VAN GELDIGE
DIPLOMATIEKE PASPOORTEN EN OFFICIËLE/DIENSTPASPOORTEN**

**AGREEMENT BETWEEN THE KYRGYZ REPUBLIC AND THE BENELUX STATES
ON THE EXEMPTION FROM VISA REQUIREMENTS FOR HOLDERS OF VALID
DIPLOMATIC AND SERVICE/OFFICIAL PASSPORTS**

**ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET LES ÉTATS DU BENELUX
RELATIF A L'EXEMPTION DE L'OBLIGATION DE VISA POUR LES TITULAIRES DE
PASSEPORTS DIPLOMATIQUES, DE SERVICE ET OFFICIELS EN COURS DE VALIDITÉ**

COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
BRUXELLES, LE 24.06.2025
BRUSSEL,



Secrétaire général de l'Union Benelux
Secretaris-generaal van de Benelux Unie

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.
Document released pursuant to the Access to Information Act.

**КЫРГЫЗ РЕСПУБЛИКАСЫ МЕНЕН БЕНИЛЮКС
МАМЛЕКЕТТЕРИНИН ОРТОСУНДАГЫ ЖАРАКТУУ
ДИПЛОМАТИЯЛЫК
ЖАНА КЫЗМАТТЫК/РАСМИЙ ПАСПОРТТОРДУН ЭЭЛЕРИ
ҮЧҮН
ВИЗАЛЫК ТАЛАПТАРДАН БОШОТУУ ЖӨНҮНДӨ
МАКУЛДАШУУ**

КИРИШ СӨЗ

Кыргыз Республикасы жана Бенилюкс мамлекеттери (мындан ары биргелешип “Тараптар”, ал эми өз-өзүнчө “Тарап” деп аталуучулар);

Бенилюкс мамлекеттери Бельгия Королдугунун, Люксембург Улуу Герцогдугунун жана Нидерланд Королдугунун ортосундагы Бенилюкс аймагынын тышкы чек араларындагы адамдарды көзөмөлдөөнү өткөрүп берүү жөнүндө 1960-жылдын 11-апрелинде Брюсселде түзүлгөн Келишимге ылайык биргелешип иш алпарарын **ЭСКЕ АЛУУ МЕНЕН;**

Уруксатсыз кирген жана/же жашап жаткан адамдарды рeадмиссиялоо жөнүндөгү Кыргыз Республикасы менен Бенилюкс мамлекеттеринин ортосундагы макулдашууга **ТАЯНУУ МЕНЕН;**

Тараптардын достук мамилелерди бекемдөөгө кызыкдар экенин **КӨҢҮЛГӨ АЛУУ МЕНЕН;**

Жарактуу дипломатиялык жана кызматтык/расмий паспортторго ээ болгон Кыргыз Республикасынын жарандарынын жана Бенилюкс мамлекеттеринин жарандарынын оздөрүнүн мамлекеттерине кирүүсүн жеңилдетүүнү **КААЛОО МЕНЕН,**

төмөнкүлөр жөнүндө **МАКУЛДАШЫШТЫ:**

**1-БЕРЕНЕ
АНЫКТАМАЛАР**

Эгерде контекстте башкача көрсөтүлбөсө, ушул Макулдашууда:

1) “Бенилюкс мамлекеттери” Бельгия Королдугун, Люксембург Улуу Герцогдугун жана Нидерланд Королдугун билдирет;

2) “Тарап” Кыргыз Республикасын же биргелешип иш алпарган үч Бенилюкс мамлекетин: Бельгия Королдугун, Люксембург Улуу Герцогдугун жана Нидерланд Королдугун билдирет;

3) “Мамлекет” Кыргыз Республикасын же Бенилюкс мамлекеттеринин бирин билдирет;

4) “Аймак” төмөнкүнү билдирет:

– Кыргыз Республикасы үчүн: Кыргыз Республикасынын аймагын;

– Бенилюкс мамлекеттери үчүн: Европадагы Бенилюкс мамлекеттеринин аймактарын.

2-БЕРЕНЕ **УКУКТУУ ОРГАНДАР**

Ушул Макулдашууну ишке ашырууга жооптуу болгон укуктуу органдар болуп төмөнкүлөр саналат:

а) Кыргыз Республикасы үчүн: Тышкы иштер министрлиги;

б) Бельгия Королдугу үчүн: Федералдык мамлекеттик тышкы иштер, тышкы соода жана кызматташтыкты өнүктүрүү кызматы;

в) Люксембург Улуу Герцогдугу үчүн: Люксембург Улуу Герцогдугунун Тышкы жана Европа иштер, Коргоо, Өнүгүү боюнча кызматташтык жана Тышкы соода министрлиги

г) Нидерланд Королдугу үчүн: Тышкы иштер министрлиги.

3-БЕРЕНЕ **ВИЗАЛЫК ТАЛАПТАРДАН БОШОТУУ**

1. Жарактуу дипломатиялык же кызматтык/расмий паспорттун ээси болуп саналган Кыргыз Республикасынын жараны Бенилюкс мамлекеттеринин аймагына визасыз кире алат жана жүз сексен (180) күндүк мөөнөттүн ичинде бул аймакта токсон (90) күндөн ашык эмес жүрө алат.

2. Жарактуу дипломатиялык же кызматтык/расмий паспорттун ээси болуп саналган Бенилюкс мамлекетинин жараны Кыргыз Республикасынын аймагына визасыз кире алат жана жүз сексен (180) күндүк мөөнөттүн ичинде бул аймакта токсон (90) күндөн ашык эмес жүрө алат.

4-БЕРЕНЕ
ДИПЛОМАТИЯЛЫК ӨКҮЛЧҮЛҮКТӨРДҮН ЖЕ КОНСУЛДУК
МЕКЕМЕЛЕРДИН
ЖЕ ЭЛ АРАЛЫК УЮМДАРДЫН АЛДЫНДАГЫ
ӨКҮЛЧҮЛҮКТӨРДҮН
РАСМИЙ ТҮРДӨ КАБЫЛ АЛЫНГАН ЖАНА ДАЙЫНДАЛГАН
МҮЧӨЛӨРҮ

1. Бенилюкс мамлекетинин аймагында жайгашкан дипломатиялык өкүлчүлүккө же консулдук мекемеге же болбосо эл аралык уюмга өкүл катары дайындалган, жарактуу дипломатиялык же кызматтык/расмий паспорту бар жана кабыл алып жаткан Бенилюкс мамлекетинин бийлиги тарабынан дайындоо алган Кыргыз Республикасынын жараны ал расмий түрдө кабыл алынган/дайындалган мөөнөттүн ичинде Бенилюкс мамлекеттеринин аймагына визасыз кире алат, андан чыга алат жана ал жакта жүрө алат.

2. Кыргыз Республикасынын аймагында жайгашкан дипломатиялык өкүлчүлүккө же консулдук мекемеге же болбосо эл аралык уюмдун алдындагы өкүлчүлүккө дайындалган, жарактуу дипломатиялык же кызматтык/расмий паспорту бар жана кабыл алып жаткан Кыргыз Республикасынын укуктуу органы тарабынан дайындоо алган Бенилюкс мамлекетинин жараны Кыргыз Республикасынын аймагына ал расмий түрдө кабыл алынган/дайындалган мөөнөттүн ичинде визасыз кире алат, андан чыга алат жана ал жакта жүрө алат.

3. Жөнөтүп жаткан мамлекет ушул берененин 1- же 2- пункттарында айтылган дипломатиялык өкүлчүлүктөрдүн же консулдук мекемелердин, же болбосо эл аралык уюмдардын алдындагы өкүлчүлүктөрүнүн мүчөлөрүнүн баргандыгы жөнүндө барган мамлекетке кабарлайт, ал мүчөлөр барган мамлекеттин расмий түрдө кабыл алуу жана дайындоо эрежелерин сактоого тийиш.

5-БЕРЕНЕ
КАБЫЛ АЛУУДАН БАШ ТАРТУУ

Ушул Макулдашуунун 3- жана 4-беренелеринин жоболоруна карабастан, ар бир мамлекет жагымсыз деп эсептелген же өлкөдө болушу коомдук тартипке же улуттук коопсуздукка зыян келтирүүчү катары карала турган адамды, ал ким болбосун, өз аймагына киргизүүдөн баш тартуу укугун өзүнө калтырат.

6-БЕРЕНЕ

БАШКА ЭЛ АРАЛЫК МИЛДЕТТЕНМЕЛЕР МЕНЕН ӨЗ АРА БАЙЛАНЫШ

1. Бул Тараптардын Макулдашуу эл аралык келишимдерден келип чыккан укуктарына, милдеттенмелерине жана жоопкерчиликтерине зыян келтирбөөгө тийиш.

2. Ушул Макулдашууда каралгандан башка учурларда, бул Макулдашуу чет өлкөлүктөрдүн киришин, өлкөдө болгон мөөнөтүнүн узактыгын, жашап турушун, кесиптик ишин жана өлкөдөн чыгарылышын жөнгө сала турган мамлекеттердеги колдонулуучу мыйзамдарды жана ченемдик актыларды козгобойт.

7-БЕРЕНЕ

РЕАДМИССИЯ (КАЙРА КАБЫЛ АЛУУ)

1. Суроо-талап боюнча Кыргыз Республикасы Кыргыз Республикасынын органдары тарабынан берилген жарактуу улуттук дипломатиялык же кызматтык/расмий паспорту менен Бенилюкс мамлекетинин аймагына кирген адамдарды каалаган убакта жана ашыкча процедураларсыз өз аймагына реадмиссиялоого милдеттенет.

2. Суроо-талап боюнча Бенилюкс мамлекеттери Бенилюкс мамлекетинин органдары тарабынан берилген жарактуу улуттук дипломатиялык же кызматтык/расмий паспорту менен Кыргыз Республикасынын аймагына кирген адамдарды каалаган убакта жана ашыкча процедураларсыз өз аймагына реадмиссиялоого милдеттенет.

8-БЕРЕНЕ

ДОКУМЕНТАЦИЯ

Кыргыз Республикасы жана Бенилюкс мамлекеттери бири-бирине дипломатиялык каналдар аркылуу өздөрүнүн жаңы же өзгөртүлгөн дипломатиялык же кызматтык/расмий паспортторунун үлгүлөрүн, ошондой эле бул паспорттор колдонууга киргизилген күнгө чейин, мүмкүн болсо, алтымыш (60) күн мурун аларды колдонууга байланыштуу толук маалыматтарды беришет.

9-БЕРЕНЕ

ТАЛАШТАРДЫ ЖӨНГӨ САЛУУ

Тараптардын ортосундагы ушул Макулдашууну колдонууга же чечмелөөгө байланыштуу келип чыккан бардык талаш-тартыштар

Тараптардын ортосундагы талкуулашуу же пикирлешүү аркылуу тынчтык жолу менен чечилиши керек.

10-БЕРЕНЕ ДЕПОЗИТАРИЙ

1. Бенилюкс Бирлигинин Башкы катчылыгы ушул Макулдашуунун депозитарийи болуп саналат.
2. Депозитарий кол койгон бардык мамлекеттерге ушул Макулдашуунун түп нускасынын күбөлөндүрүлгөн көчүрмөсүн берет.

11-БЕРЕНЕ ӨЗГӨРТҮҮЛӨР

1. Бул Макулдашууга Тараптардын өз ара макулдугу боюнча өзгөртүүлөр жана толуктоолор киргизилиши мүмкүн. Ушул Макулдашуунун ажырагыс бөлүгүн түзгөн өзгөртүүлөр жана толуктоолор өзүнчө протоколдор түрүндө түзүлүүгө тийиш.
2. Бул өзгөртүүлөр жана толуктоолор 12-берененин 1-пунктунда баяндалган жол-жобого ылайык күчүнө кирет.
3. Тараптар депозитарийге жогоруда айтылгандар жөнүндө маалымдайт.

12-БЕРЕНЕ КҮЧҮНӨ КИРИШИ ЖАНА ИШМЕРДҮҮЛҮГҮНҮН ТОКТОЛУШУ

1. Бардык кол койгон мамлекеттер депозитарийге, ушул Макулдашуу күчүнө кириши үчүн, өзүнүн ички жол-жоболор аяктагандыгы жөнүндө кабарлашат. Бул Макулдашуу депозитарий бул билдирүүлөрдүн акыркысын алган күндөн кийинки экинчи айдын биринчи күнү күчүнө кирет.
2. 1-пункттун жоболоруна карабастан, эгерде акыркы билдирүү, Кыргыз Республикасы менен Бенилюкс мамлекеттеринин ортосундагы уруксатсыз кирген жана/же жашап жаткан адамдарды реадмиссиялоо жөнүндөгү Макулдашуу күчүнө кириши үчүн зарыл болгон ички жол-жоболор аяктагандыгы жөнүндө кол койгон мамлекеттин акыркы билдирүүсүнө чейин сактоого берилсе, бул Макулдашуу кол койгон мамлекеттен акыркы билдирүү келген күнүнө чейин күчүнө кирбейт. Бул акыркы билдирүү жогоруда көрсөтүлгөн келишимге тиешелүү депозитарийге берилет.

3. Бул Макулдашуу Кыргыз Республикасы менен Бенилюкс мамлекеттеринин ортосундагы уруксатсыз кирген жана/же жашап жаткан адамдарды реадмиссиялоо жөнүндө Макулдашуу күчүнө кирген күнгө чейин колдонулбайт.

4. Бул Макулдашуу күчүнө киргенден кийин ар бир Тарап ушул Макулдашууну депозитарийге ушул Макулдашуунун ишмердүүлүгүн токтотууга ниеттенип жатканы жөнүндө ишмердүүлүгүнүн токтолушу күчүнө кирген күнгө чейин отуз (30) күндөн кечиктирбестен дипломатиялык каналдар аркылуу жазуу жүзүндө билдирүү жөнөтүүгө тийиш. Ушундайча ар бир Тарап ушул Макулдашуунун ишмердүүлүгүн токтото алат.

5. Депозитарий бардык мамлекеттерге ушул беренде айтылган билдирүүнү, кайсынысы болбосун, алгандыгы жөнүндө маалымдайт.

13-БЕРЕНЕ УБАКТЫЛУУ ТОКТОТУП ТУРУУ

Ар бир Тарап ушул Макулдашуунун колдонулушун убактылуу токтотуп тура алат. Депозитарий токтотулгандыгы жөнүндө дароо кабарланууга тийиш. Депозитарий экинчи Тарапка мындай билдирүүнү алгандыгы жөнүндө маалымдайт. Бул Макулдашуунун ишмердүүлүгү билдирүүнү алынган айдан кийинки биринчи айдын биринчи күнүндө токтотулат. Ушул Макулдашуунун колдонулушун убактылуу токтотуп турууну жокко чыгарганда да ушул сыяктуу иш-аракеттер колдонулат.

14-БЕРЕНЕ АЙМАКТЫК КОЛДОНУУ

1. Нидерланд Королдугу бул Макулдашуунун ишмердүүлүгүн Арубага, Кюрасаого, Бйык Мартин аралына жана Нидерланд Королдугунун Кариб бөлүгүнө (Бонайре, Сент-Эстатиус жана Саба аралдары) жайылта алат. Бирок бул туурасында депозитарийге кабарлоого тийиш.

2. Депозитарий ишмердүүлүктүн жайылышы жөнүндө бардык мамлекеттерге маалымдайт.

**OVEREENKOMST TUSSEN DE KIRGIZISCHE REPUBLIEK EN DE BENELUX-STATEN
INZAKE DE VRIJSTELLING VAN DE VISUMPLICHT VOOR HOUDERS VAN GELDIGE
DIPLOMATIEKE PASPOORTEN EN OFFICIËLE/DIENSTPASPOORTEN**

PREAMBULE

De Kirgizische Republiek en de Benelux-Staten (die hierna gezamenlijk worden aangeduid als de 'Partijen' en afzonderlijk als een 'Partij');

ERKENNENDE dat de Benelux-Staten gezamenlijk handelen op basis van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Benelux-gebied, die op 11 april 1960 in Brussel werd ondertekend;

ONDER VERWIJZING NAAR de Overeenkomst tussen de Kirgizische Republiek en de Benelux-Staten over de terug- en overname van onregelmatig binnengekomen en/of verblijvende personen;

OVERWEGENDE het belang van de Partijen om hun vriendschappelijke betrekkingen te versterken;

GELEID DOOR DE WENS OM onderdanen van de Kirgizische Republiek en onderdanen van de Benelux-Staten die houder zijn van geldige diplomatieke paspoorten en officiële/dienstpaspoorten, makkelijker toegang te geven tot hun onderscheiden landen;

KOMEN HIERBIJ het volgende **OVEREEN**:

**ARTIKEL 1
DEFINITIES**

Tenzij uit de context anders blijkt, wordt in deze Overeenkomst verstaan onder:

1. 'Benelux-Staten': het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden;
2. 'Partij': de Kirgizische Republiek of de drie Benelux-Staten die gezamenlijk optreden: het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden;
3. 'Staat': de Kirgizische Republiek of een van de Benelux-Staten;
4. 'Grondgebied':
 - voor de Kirgizische Republiek: het grondgebied van de Kirgizische Republiek;
 - voor de Benelux-Staten: de grondgebieden in Europa van de Benelux-Staten.

**ARTIKEL 2
BEVOEGDE AUTORITEITEN**

De bevoegde autoriteiten die ervoor verantwoordelijk zijn om deze Overeenkomst uit te voeren, zijn:

- a. voor de Kirgizische Republiek: het ministerie van Buitenlandse Zaken;
- b. voor het Koninkrijk België: de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

- c. voor het Groothertogdom Luxemburg: het ministerie van Buitenlandse en Europese Zaken, Defensie, Ontwikkelingssamenwerking en Buitenlandse Handel; en
- d. voor het Koninkrijk der Nederlanden: het ministerie van Buitenlandse Zaken.

ARTIKEL 3 VRIJSTELLING VAN DE VISUMPLICHT

1. Een onderdaan van de Kirgizische Republiek die houder is van een geldig diplomatiek paspoort of van een officieel/dienstpaspoort, kan het grondgebied van de Benelux-Staten betreden zonder visum en gedurende ten hoogste negentig (90) dagen per periode van honderdtachtig (180) dagen op die grondgebieden verblijven.
2. Een onderdaan van een Benelux-Staat die houder is van een geldig diplomatiek paspoort of van een officieel/dienstpaspoort, kan het grondgebied van de Kirgizische Republiek betreden zonder visum en er gedurende ten hoogste negentig (90) dagen per periode van honderdtachtig (180) dagen verblijven.

ARTIKEL 4 GEACCREDITEERDE EN AANGESTELDE LEDEN VAN DIPLOMATIEKE MISSIES OF CONSULAIRE POSTEN OF VERTEGENWOORDIGINGEN BIJ INTERNATIONALE ORGANISATIES

1. Een onderdaan van de Kirgizische Republiek die is benoemd bij een diplomatieke missie of consulaire post of een vertegenwoordiging bij een internationale organisatie die is gelegen op het grondgebied van een Benelux-Staat en die in het bezit is van een geldig diplomatiek paspoort of officieel/dienstpaspoort en die is aangesteld bij de autoriteiten van de ontvangende Benelux-Staat, kan voor de duur van zijn of haar accreditatie/aanstelling het grondgebied van die Benelux-Staat betreden, verlaten en er verblijven.
2. Een onderdaan van een Benelux-Staat die is benoemd bij een diplomatieke missie of consulaire post of een vertegenwoordiging bij een internationale organisatie die is gelegen op het grondgebied van de Kirgizische Republiek en die in het bezit is van een geldig diplomatiek paspoort of officieel/dienstpaspoort en die is aangesteld bij de bevoegde autoriteit van de Kirgizische Republiek, kan voor de duur van zijn of haar accreditatie/aanstelling het grondgebied van de Kirgizische Republiek betreden, verlaten en er verblijven.
3. De Zendstaat stelt de Ontvangststaat in kennis van de aankomst van de leden van diplomatieke missies of consulaire posten of vertegenwoordigingen bij internationale organisaties zoals bedoeld in het eerste of tweede lid van dit artikel, en zij dienen zich te houden aan de accreditatie- en aanstellingsvoorschriften van de Ontvangststaat.

ARTIKEL 5 WEIGERING VAN TOEGANG

Niettegenstaande de artikelen 3 en 4 van deze Overeenkomst, behoudt elke Staat zich het recht voor de toegang tot zijn grondgebied te weigeren aan personen die als ongewenst worden beschouwd of van wie de aanwezigheid in het land wordt beschouwd als een gevaar voor de openbare orde of voor de nationale veiligheid.

ARTIKEL 6
VERHOUDING TOT ANDERE INTERNATIONALE VERPLICHTINGEN

1. Deze Overeenkomst is van toepassing onverminderd de rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden van de Partijen die voortvloeien uit andere internationale overeenkomsten.
2. Tenzij hierin anders is voorzien, doet deze Overeenkomst geen afbreuk aan de wetten en voorschriften die in de Staten van kracht zijn met betrekking tot de toegang tot het grondgebied, de verblijfsduur, de vestiging, de professionele bezigheden en de verwijdering van vreemdelingen.

ARTIKEL 7
TERUG- EN OVERNAME

1. De Kirgizische Republiek verbindt zich ertoe personen die met een geldig nationaal diplomatiek of officieel/dienstpaspoot dat is afgegeven door de autoriteiten van de Kirgizische Republiek, het grondgebied van een Benelux-Staat zijn binnengekomen, op verzoek te allen tijde en zonder formaliteiten terug toe te laten tot haar grondgebied.
2. Een Benelux-Staat verbindt zich ertoe personen die met een geldig nationaal diplomatiek of officieel/dienstpaspoot dat is afgegeven door de autoriteiten van de aangezochte Benelux-Staat, het grondgebied van de Kirgizische Republiek zijn binnengekomen, op verzoek te allen tijde en zonder formaliteiten terug toe te laten tot zijn grondgebied.

ARTIKEL 8
DOCUMENTATIE

De Kirgizische Republiek en de Benelux-Staten verstrekken elkaar langs diplomatieke weg de specimina van hun nieuwe of gewijzigde diplomatieke of dienstpaspooten, alsook de gegevens betreffende het gebruik van deze paspoorten, en dit voor zover mogelijk zestig (60) dagen voordat deze in omloop worden gebracht.

ARTIKEL 9
GESCHILLENREGELING

Geschillen tussen de Partijen die voortvloeien uit de toepassing of uitlegging van deze Overeenkomst, worden in der minne geregeld via overleg of onderhandelingen tussen de Partijen.

ARTIKEL 10
DEPOSITARIS

1. Het Secretariaat-Generaal van de Benelux Unie is depositaris van deze Overeenkomst.
2. De depositaris verstrekt alle Ondertekenende Staten een gewaarmerkt afschrift van het origineel van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 11
WIJZIGINGEN

1. Deze Overeenkomst kan in onderlinge overeenstemming tussen de Partijen worden gewijzigd en aangevuld. Wijzigingen en aanvullingen, die een integrerend onderdeel van deze Overeenkomst vormen, worden opgesteld in de vorm van afzonderlijke protocollen.

2. Die wijzigingen en aanvullingen treden in werking in overeenstemming met de in het eerste lid van artikel 12 vastgelegde procedure.
3. De Partijen stellen de depositaris daarvan in kennis.

ARTIKEL 12 INWERKINGTREDING EN BEËINDIGING

1. Alle Ondertekenende Staten stellen de depositaris in kennis van de voltooiing van hun interne procedures voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst. Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na de datum van ontvangst door de depositaris van de laatste van die kennisgevingen.
2. Indien de laatste kennisgeving wordt ingediend vóór de indiening van de laatste kennisgeving van de Ondertekenende Staat over de voltooiing van de interne formaliteiten die vereist zijn voor de inwerkingtreding van de Overeenkomst tussen de Benelux-Staten en de Kirgizische Republiek inzake de terug- en overname van onregelmatig binnengekomen en/of verblijvende personen, dan treedt deze Overeenkomst, in afwijking van het eerste lid, pas in werking na de datum van de laatste kennisgeving die door de Ondertekenende Staat wordt ingediend bij de depositaris van de bovengenoemde overeenkomst.
3. Deze Overeenkomst wordt pas toegepast vanaf de datum van de inwerkingtreding van de Overeenkomst tussen de Benelux-Staten en de Kirgizische Republiek inzake de terug- en overname van onregelmatig binnengekomen en/of verblijvende personen.
4. Na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst kan elke Partij deze Overeenkomst opzeggen door schriftelijk en langs diplomatieke weg uiterlijk dertig (30) dagen vóór de dag waarop de opzegging van kracht wordt, de depositaris daarvan in kennis te stellen.
5. De depositaris stelt alle Staten in kennis van de ontvangst van elke in dit artikel bedoelde kennisgeving.

ARTIKEL 13 OPSCHORTING

Elke Partij kan de toepassing van deze Overeenkomst opschorten. De depositaris wordt onmiddellijk in kennis gesteld van de opschorting. De depositaris zal de andere Partij in kennis stellen van de ontvangst van deze kennisgeving. Deze Overeenkomst wordt opgeschort op de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin de kennisgeving is ontvangen. Dezelfde procedure geldt voor het ongedaan maken van de opschorting.

ARTIKEL 14 TERRITORIALE TOEPASSING

1. Het Koninkrijk der Nederlanden kan de toepassing van deze Overeenkomst uitbreiden tot Aruba, Curaçao, Sint-Maarten en het Caribische deel van Nederland (Bonaire, Sint-Eustatius en Saba) door de depositaris daarvan in kennis te stellen.
2. De depositaris zal alle Staten in kennis stellen van deze uitbreiding.

**AGREEMENT BETWEEN THE KYRGYZ REPUBLIC AND THE BENELUX STATES
ON THE EXEMPTION FROM VISA REQUIREMENTS FOR HOLDERS OF VALID DIPLOMATIC
AND SERVICE/OFFICIAL PASSPORTS**

PREAMBLE

The Kyrgyz Republic and the Benelux States (hereinafter jointly referred to as the "Parties" and separately as a "Party");

RECOGNISING that the Benelux States are acting jointly under the Convention between the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands on the transfer of control of persons to the outer frontiers of Benelux territory, done at Brussels on 11 April 1960;

REFERRING TO the Agreement between the Kyrgyz Republic and the Benelux States on the readmission of persons having entered and/or residing without authorisation;

CONSIDERING the interest of the Parties in strengthening their friendly relations;

DESIRING to facilitate the entry of nationals of the Kyrgyz Republic and nationals of the Benelux States who are holders of valid diplomatic and service/official passports into their respective countries;

HEREBY AGREE as follows:

**ARTICLE 1
DEFINITIONS**

In this Agreement, unless the context indicates otherwise:

1. "Benelux States" shall mean the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands;
2. "Party" shall mean the Kyrgyz Republic or the three Benelux States acting jointly: the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands;
3. "State" shall mean the Kyrgyz Republic or one of the Benelux States;
4. "Territory" shall mean:
 - For the Kyrgyz Republic : the territory of the Kyrgyz Republic;
 - For the Benelux States: the territories in Europe of the Benelux States.

**ARTICLE 2
COMPETENT AUTHORITIES**

The Competent Authorities responsible for the implementation of this Agreement shall be:

- a. for the Kyrgyz Republic: the Ministry of Foreign Affairs;
- b. for the Kingdom of Belgium: the Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation;

- c. for the Grand Duchy of Luxembourg: the Ministry of Foreign and European Affairs, Defence, Development Cooperation and Foreign Trade; and
- d. for the Kingdom of the Netherlands: the Ministry of Foreign Affairs.

**ARTICLE 3
EXEMPTION FROM VISA REQUIREMENTS**

1. A national of the Kyrgyz Republic who is a holder of a valid diplomatic or service/official passport may enter the territories of the Benelux States without a visa and stay in these territories for a period not exceeding ninety (90) days in any period of one hundred and eighty (180) days.
2. A national of a Benelux State who is a holder of a valid diplomatic or service/official passport may enter the territory of the Kyrgyz Republic without a visa and stay for a period not exceeding ninety (90) days in any period of one hundred and eighty (180) days.

**ARTICLE 4
ACCREDITED AND ASSIGNED MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS OR CONSULAR POSTS
OR MISSIONS TO INTERNATIONAL ORGANISATIONS**

1. A national of the Kyrgyz Republic who is appointed at a diplomatic mission or consular post or a mission to an international organisation located in the territory of a Benelux State bearing a valid diplomatic or service/official passport and has been assigned with the authorities of the receiving Benelux State may enter, depart from and stay in the territory of that Benelux State without a visa for the duration of his or her accreditation/assignment.
2. A national of a Benelux State who is appointed at a diplomatic mission or consular post or a mission to an international organisation located in the territory of the Kyrgyz Republic bearing a valid diplomatic or service/official passport and has been assigned with the competent authority of the Kyrgyz Republic may enter, depart from and stay in the territory of the Kyrgyz Republic without a visa for the duration of his or her accreditation/assignment.
3. The sending State shall notify the receiving State of the arrival of the members of diplomatic missions or consular posts or missions to international organisations mentioned in paragraph 1 or 2 of this Article, and they shall comply with the accreditation and assignment regulations of the receiving State.

**ARTICLE 5
REFUSAL OF ADMISSION**

Notwithstanding Articles 3 and 4 of this Agreement, each State reserves the right to refuse to admit to its territory any person who is regarded as being undesirable or whose presence in the country is regarded as prejudicial to public order or to national security.

ARTICLE 6
RELATION WITH OTHER INTERNATIONAL OBLIGATIONS

1. This Agreement shall be without prejudice to the rights, obligations and responsibilities of the Parties arising from other international agreements.
2. Except as herein provided, this Agreement shall not affect the laws and regulations in force in the States governing entry, length of stay, residence, professional occupation and expulsion of foreigners.

ARTICLE 7
READMISSION

1. Upon request, the Kyrgyz Republic undertakes to readmit to its territory, at any time and without formalities, persons who have entered the territory of a Benelux State on a valid national diplomatic or service/official passport issued by the authorities of the Kyrgyz Republic.
2. Upon request, a Benelux State undertakes to readmit to its territory, at any time and without formalities, persons who have entered the territory of the Kyrgyz Republic on a valid diplomatic or service/official passport issued by the authorities of the requested Benelux State.

ARTICLE 8
DOCUMENTATION

The Kyrgyz Republic and the Benelux States shall provide each other through diplomatic channels with specimens of their new or modified diplomatic or service passports, as well as with the particulars concerning the use of these passports, as far as possible, sixty (60) days before their date of introduction.

ARTICLE 9
SETTLEMENT OF DISPUTES

Any dispute between the Parties arising from the application or interpretation of this Agreement shall be settled amicably through consultations or negotiations between the Parties.

ARTICLE 10
DEPOSITARY

1. The General Secretariat of the Benelux Union shall be the depositary of this Agreement.
2. The depositary shall provide all Signatory States with a certified copy of the original of this Agreement.

ARTICLE 11
AMENDMENTS

1. This Agreement may be amended and supplemented by mutual consent of the Parties. Amendments and supplements which shall form an integral part of this Agreement shall be drawn up in the form of separate protocols.

2. These amendments and supplements shall enter into force in accordance with the procedure laid down in Article 12, paragraph 1.
3. The Parties shall inform the depositary thereof.

ARTICLE 12 ENTRY INTO FORCE AND TERMINATION

1. All Signatory States shall notify the depositary of the completion of their internal procedures for the entry into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt by the depositary of the last of these notifications.
2. Notwithstanding paragraph 1, should the last notification be deposited before the deposit of the last notification by the Signatory State on the completion of internal formalities required for entry into force of the Agreement between the Benelux States and the Kyrgyz Republic on the readmission of persons having entered and/or residing without authorisation, this Agreement shall not enter into force until the date of the last notification by the Signatory State submitted to the depositary on the aforementioned agreement.
3. This Agreement will not be applied until the date of the entry into force of the Agreement between the Benelux States and the Kyrgyz Republic on the readmission of persons having entered and/or residing without authorisation.
4. After the entry into force of this Agreement, each Party may denounce this Agreement by sending a written notification, through diplomatic channels, of its intention to denounce this Agreement to the depositary not later than thirty (30) days prior to the date on which the denunciation is to take effect.
5. The depositary shall inform all States of the receipt of any notification referred to in this Article.

ARTICLE 13 SUSPENSION

Each Party may suspend the application of this Agreement. The depositary shall be notified immediately of the suspension. The depositary shall inform the other Party of the receipt of such notification. This Agreement shall be suspended on the first day of the first month following the month in which the notification is received. The same procedure shall be adopted when the suspension is lifted.

ARTICLE 14 TERRITORIAL APPLICATION

1. The Kingdom of the Netherlands may extend the application of this Agreement to Aruba, Curaçao, Sint Maarten and the Caribbean part of the Netherlands (the islands of Bonaire, Sint Eustatius and Saba) by notifying the depositary to that effect.
2. The depositary shall inform all States of this extension.

**ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET LES ÉTATS DU BENELUX
RELATIF A L'EXEMPTION DE L'OBLIGATION DE VISA POUR LES TITULAIRES DE
PASSEPORTS DIPLOMATIQUES, DE SERVICE ET OFFICIELS EN COURS DE VALIDITÉ**

PRÉAMBULE

La République kirghize et les États du Benelux (ci-après dénommés conjointement les « Parties » et séparément une « Partie ») ;

RECONNAISSANT que les États du Benelux agissent conjointement en vertu de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles, le 11 avril 1960 ;

SE RÉFÉRANT à l'accord entre la République kirghize et les États du Benelux concernant la réadmission des personnes entrées et/ou séjournant sans autorisation ;

CONSIDÉRANT l'intérêt des Parties à renforcer leurs relations amicales ;

SOUHAITANT faciliter l'entrée, dans leurs pays respectifs, des ressortissants de la République kirghize et des ressortissants des États du Benelux qui sont titulaires d'un passeport diplomatique, de service ou officiel valable ;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

**ARTICLE 1^{er}
DÉFINITIONS**

Aux termes du présent Accord, à moins que le contexte ne requière une autre interprétation, il faut entendre :

1. par « les Etats du Benelux » : le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas ;
2. par « Partie », la République kirghize ou les trois États du Benelux agissant conjointement : le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas ;
3. par « État » : la République kirghize ou l'un des États du Benelux ;
4. par « Territoire » :
 - pour la République kirghize : le territoire de la République kirghize ;
 - pour les États du Benelux : les territoires en Europe des États du Benelux.

**ARTICLE 2
AUTORITÉS COMPÉTENTES**

Les autorités compétentes responsables de la mise en œuvre du présent Accord seront :

- a. pour la République kirghize : le ministère des Affaires étrangères ;
- b. pour le Royaume de Belgique : le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement ;

- c. pour le Grand-Duché de Luxembourg : le ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur ; et
- d. pour le Royaume des Pays-Bas : le ministère des Affaires étrangères.

**ARTICLE 3
EXEMPTION DE L'OBLIGATION DE VISA**

1. Un ressortissant de la République kirghize qui est titulaire d'un passeport diplomatique, de service ou officiel valable peut entrer sans visa sur le territoire des États du Benelux en vue d'un séjour pour une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours sur une période de cent quatre-vingt (180) jours.
2. Un ressortissant d'un État du Benelux qui est titulaire d'un passeport diplomatique, de service ou officiel valable peut entrer sans visa sur le territoire de la République kirghize en vue d'un séjour n'excédant pas quatre-vingt-dix (90) jours sur une période de cent quatre-vingts (180) jours.

**ARTICLE 4
MEMBRES ACCRÉDITÉS ET AFFECTÉS DES MISSIONS DIPLOMATIQUES, DES POSTES
CONSULAIRES OU DES MISSIONS AUPRÈS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

1. Un ressortissant de la République kirghize nommé dans une mission diplomatique ou consulaire ou dans une mission auprès d'une organisation internationale située sur le territoire d'un État du Benelux, muni d'un passeport diplomatique, de service ou officiel valable et affecté auprès des autorités de l'État du Benelux d'accueil, peut entrer sur le territoire de cet État du Benelux, le quitter et y séjourner sans visa pendant la durée de son accréditation/affectation.
2. Un ressortissant d'un État du Benelux qui est affecté à une mission diplomatique ou consulaire ou à une mission auprès d'une organisation internationale située sur le territoire de la République kirghize, qui est muni d'un passeport diplomatique, de service ou officiel valable et qui a été affecté à l'autorité compétente de la République kirghize, peut entrer sur le territoire de la République kirghize, le quitter et y séjourner sans visa pendant la durée de son accréditation/affectation.
3. L'État d'envoi notifie à l'État d'accueil l'arrivée des membres des missions diplomatiques ou consulaires ou des missions auprès des organisations internationales mentionnées aux paragraphes 1 ou 2 du présent article, et ceux-ci se conformeront aux règles d'accréditation et d'affectation de l'État d'accueil.

**ARTICLE 5
REFUS D'ADMISSION**

Nonobstant les articles 3 et 4 du présent Accord, chaque État se réserve le droit de refuser l'accès de son territoire aux personnes considérées comme indésirables ou comme pouvant compromettre, par leur présence, l'ordre public ou la sécurité nationale.

ARTICLE 6
LIEN AVEC D'AUTRES OBLIGATIONS INTERNATIONALES

1. Le présent Accord est sans préjudice des droits, obligations et responsabilités des Parties découlant d'autres accords internationaux.
2. Sauf disposition contraire, le présent Accord ne porte pas atteinte aux lois et règlements en vigueur dans les États régissant l'entrée, la durée du séjour, la résidence, l'occupation professionnelle et l'expulsion des étrangers.

ARTICLE 7
RÉADMISSION

1. Sur demande, la République kirghize s'engage à réadmettre sur son territoire, à tout moment et sans formalités, les personnes qui sont entrées sur le territoire d'un État du Benelux munies d'un passeport national diplomatique, de service ou officiel valable, délivré par les autorités de la République kirghize.
2. Sur demande, un État du Benelux s'engage à réadmettre sur son territoire, à tout moment et sans formalités, les personnes qui sont entrées sur le territoire de la République kirghize munies d'un passeport diplomatique, de service ou officiel valable, délivré par les autorités de l'État du Benelux requis.

ARTICLE 8
DOCUMENTATION

La République kirghize et les États du Benelux se transmettent par la voie diplomatique les spécimens de leurs passeports diplomatiques ou de service nouveaux ou modifiés, ainsi que les données concernant l'utilisation de ces passeports et ce, dans la mesure du possible, soixante (60) jours avant leur mise en circulation.

ARTICLE 9
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend né de l'application ou de l'interprétation du présent Accord sera réglé à l'amiable par voie de consultation ou de négociations entre les Parties.

ARTICLE 10
DÉPOSITAIRE

1. Le Secrétariat général de l'Union Benelux est le dépositaire du présent Accord.
2. Le dépositaire délivrera à chaque Partie une copie conforme de l'original du présent Accord.

ARTICLE 11
AMENDEMENTS

1. Le présent Accord peut faire l'objet d'amendements, par consentement mutuel des Parties. Les modifications et compléments qui font partie intégrante du présent Accord seront établis sous forme de protocoles séparés.

2. Ces modifications et compléments entrent en vigueur conformément à la procédure prévue à l'article 12, paragraphe 1.
3. Les Parties en informent le dépositaire.

ARTICLE 12 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DENONCIATION

1. Tous les États signataires notifient au dépositaire l'accomplissement de leurs procédures internes pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception par le dépositaire de la dernière de ces notifications.
2. Nonobstant le paragraphe 1, si la dernière notification devait être déposée avant le dépôt de la dernière notification de l'État signataire concernant l'accomplissement des formalités internes requises pour l'entrée en vigueur de l'Accord entre les États du Benelux et la République kirghize concernant la réadmission des personnes entrées et/ou séjournant sans autorisation, le présent Accord n'entre en vigueur qu'à la date de la dernière notification de l'État signataire soumise au dépositaire de l'Accord précité.
3. Le présent Accord ne sera pas appliqué avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord entre les États du Benelux et la République kirghize concernant la réadmission des personnes entrées et/ou séjournant sans autorisation.
4. Après l'entrée en vigueur du présent Accord, chacune des Parties pourra dénoncer le présent Accord moyennant notification écrite au dépositaire, par la voie diplomatique, de son intention de le dénoncer au plus tard trente (30) jours avant la date à laquelle la dénonciation doit prendre effet.
5. Le dépositaire avisera tous les États de la réception de toute notification visée dans le présent article.

ARTICLE 13 SUSPENSION

Chaque Partie peut suspendre l'application du présent Accord. Le dépositaire sera immédiatement informé de la suspension. Le dépositaire avisera l'autre Partie de la réception de cette notification. La suspension du présent Accord prend effet le premier jour du premier mois suivant celui où la notification a été reçue. La même procédure sera suivie lorsque la suspension est levée.

ARTICLE 14 APPLICATION TERRITORIALE

1. Le Royaume des Pays-Bas peut étendre l'application du présent Accord à Aruba, Curaçao, Saint-Martin et à la partie caraïbe des Pays-Bas (îles de Bonaire, Saint-Eustache et Saba) par le biais d'une notification au dépositaire.
2. Le dépositaire informera tous les États de cette extension.

БУЛАРДЫ КУБӨЛӨНДҮРҮҮ ҮЧҮН төмөндө кол койгондор, тиешелүү өкмөттөрү тарабынан талаптагыдай ыйгарым укук берилгендер, ушул Макулдашууга кол коюшту.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, die daartoe naar behoren zijn gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, having been duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

EN FOI DE QUOI, les signataires, dûment mandatés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

КОЛ КОЮУ ЧАРАСЫ 2025-жылдын 18-июнунда Брюссельшаарында бир нускада кыргыз, голланд, англис жана француз тилдеринде жүргүзүлдү. Бул Макулдашууну чечмелөөдө пикир келишпестиктер келип чыкса, англис тилиндеги текст артыкчылыктуу болуп эсептелет.

GEDAAN te Brussel op 18 juni 2025, in één oorspronkelijk exemplaar, in de Kirgizische, Nederlandse, Engelse en Franse taal. In geval van verschil in uitlegging is de Engelse tekst doorslaggevend.

DONE at Brussels on 18 June 2025, in one original, in the Kyrgyz, Dutch, English and French languages. In the event of any divergence of interpretation, the English text shall prevail.

FAIT à Bruxelles le 18 juin 2025, en un seul exemplaire original, en langues kirghize, néerlandaise, anglaise et française. En cas de divergences d'interprétation, la version anglaise prévaut.

КЫРГЫЗ РЕСПУБЛИКАСЫ ҮЧҮН
VOOR DE KIRGIZISCHE REPUBLIEK
FOR THE KYRGYZ REPUBLIC
POUR LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE



БЕЛЬГИЯ КОРОЛДУГУ ҮЧҮН
VOOR HET KONINKRIJK BELGIË
FOR THE KINGDOM OF BELGIUM
POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE



ЛЮКСЕМБУРГ УЛУУ ГЕРЦОГДУГУ ҮЧҮН
VOOR HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG
FOR THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
POUR LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG



НИДЕРЛАНД КОРОЛДУГУ ҮЧҮН
VOOR HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN
FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS



Биргелешкен билдирүү

төмөнкү Макулдашууларга байланыштуу:

Бенилюкс Мамлекеттеринин (Бельгия Королдугу, Люксембург Улуу Герцогдугу Жана Нидерланд Королдугу) менен Кыргыз Республикасынын ортосундагы уруксатсыз кирген же жашап жүргөн адамдарды реадмиссиялоо жөнүндөгү Макулдашуу (Рeadмиссиялоо жөнүндө Макулдашуу)

Кыргыз Республикасы менен Бенилюкс Мамлекеттеринин ортосундагы жарактуу дипломатиялык жана кызматтык/расмий паспорттордун ээлери үчүн визалык талаптардан бошотуу жөнүндө Макулдашуу (Виза жөнүндө Макулдашуу)

Рeadмиссия жөнүндө макулдашуунун 21-беренесине жана Виза жөнүндө макулдашуунун 12-беренесине ылайык, бардык Тараптар жогоруда аталган эки Макулдашуулар боюнча өз ара ички жол-жоболорун бүтүргөндүгү тууралуу маалыматты бир убакта депозитарийге билдирүүгө ниеттенишкендигин тастыкташат, бул эки Макулдашуунун бирдей күнү күчүнө кирүүсүн камсыз кылуу максатында жасалууда.

Бенилюкс мамлекеттери өз ара координация жүргүзүшөт, депозитарий катары Бенилюкс Башкы катчылыгынын милдетин толук кандуу аткарышын камсыз кылуу үчүн, бул менен Рeadмиссиялоо жөнүндө макулдашуунун 21-беренесинин 3 жана 4-пункттарын колдонууга зарылчылык болбойт.

*

* * *

Joint Declaration

relating to the following Agreements:

Agreement between the States of the Benelux (the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of the Netherlands) and the Kyrgyz Republic on the readmission of persons having entered and/or are residing without authorisation (Readmission Agreement)

Agreement between the States of the Benelux and the Kyrgyz Republic on the exemption from visa requirements for holders of valid diplomatic and service/official passports (Visa Agreement)

Pursuant to Article 21 of the Readmission Agreement and Article 12 of the Visa Agreement, all Signatory States reaffirm their intention to notify the depositary at the same time of the completion of their internal procedures for the two aforementioned Agreements, with a view to having the same date of entry into force for both Agreements.

The Benelux Signatory States will coordinate in order to enable the Benelux General Secretariat to properly fulfil its role as depositary and thus ensuring that paragraphs 3 and 4 of Article 21 of the Readmission Agreement do not have to be applied.

Gezamenlijke verklaring

betreffende de volgende overeenkomsten:

Overeenkomst tussen de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Kirgizische Republiek betreffende de terug- en overname van onregelmatig binnengekomen en/of verblijvende personen (Terug- en overnameovereenkomst)

Overeenkomst tussen de Benelux-Staten en de Kirgizische Republiek inzake de vrijstelling van de visumplicht voor houders van geldige diplomatieke paspoorten en officiële/dienstpaspooten (Visumovereenkomst)

Gelet op tot artikel 21 van de terug- en overnameovereenkomst en artikel 12 van de Visumovereenkomst bevestigen alle Ondertekenende Staten opnieuw hun voornemen om de depositaris tegelijkertijd in kennis te stellen van de voltooiing van hun interne procedure voor de twee bovengenoemde Overeenkomsten, teneinde deze Overeenkomsten op dezelfde datum in werking te laten treden.

De Ondertekenende Benelux-Staten zullen zich zodanig coördineren dat het Benelux Secretariaat-Generaal zijn rol als depositaris naar behoren kan vervullen opdat de leden 3 en 4 van artikel 21 van de terug- en overnameovereenkomst niet hoeven te worden toegepast.

*

* *

Déclaration Conjointe

relative aux Accords suivants:

Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République kirghize relatif à la réadmission des personnes entrées et/ou séjournant sans autorisation (Accord de réadmission)

Accord entre les Etats du Benelux et la République kirghize relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité (Accord visa)

Vu l'article 21 de l'Accord de réadmission et l'article 12 de l'Accord visa, tous les Etats signataires réaffirment leur intention de vouloir notifier en même temps au dépositaire l'accomplissement de leur procédure interne des deux Accords susmentionnés, et ce en vue d'avoir une même date d'entrée en vigueur pour ces deux Accords.

Les Etats signataires Benelux se coordonneront de telle manière à ce que le Secrétariat général Benelux puisse jouer son rôle de dépositaire correctement et à ce que les paragraphes 3 et 4 de l'article 21 de l'Accord de réadmission ne doivent pas être appliqués.

2025-жылдын 18-июнунда Брюссель шаарында, кыргыз, англис, нидерланд жана француз тилдеринде түзүлгөн.

Done at Brussels, on 18 June 2025, in the Kyrgyz, English, Dutch and French languages.

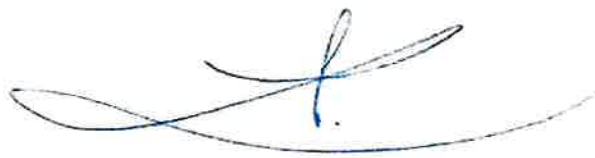
Gedaan te Brussel, op 18 juni 2025, in de Kirgizische, Engelse, Nederlandse en Franse taal.

Fait à Bruxelles, le 18 juin 2025, en langues kirghize, anglaise, néerlandaise et française.

Кыргыз Республикасынын атынан
For the Kyrgyz Republic
Voor de Kirgizische Republiek
Pour la République kirghize



Белгия Королдугунун атынан
For the Kingdom of Belgium
Voor het Koninkrijk België
Pour le Royaume de Belgique



Люксембург Улуу Герцогдугунун атынан
For the Grand Duchy of Luxembourg
Voor het Groothertogdom Luxemburg
Pour le Grand-Duché de Luxembourg



Нидерланды Королдугунун атынан
For the Kingdom of the Netherlands
Voor het Koninkrijk der Nederlanden
Pour le Royaume des Pays-Bas





Commentaire de l'article unique

L'article unique vise à approuver l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025.



Fiche financière


L'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025, ne contient pas d'engagements financiers de la part du Grand-Duché du Luxembourg.

Aucune mission diplomatique ou consulaire luxembourgeoise n'est présente au Kirghizistan dont la juridiction est assurée par l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Bichkek pour les visas de court séjour et l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Moscou pour les visas de long séjour. Il n'en demeure pas moins, que la matérialisation du présent Accord va certes diminuer les demandes de visa pour les personnes visées, mais cette légère baisse n'aura qu'un moindre impact sur la comptabilité publique.

Eu égard au nombre limité de délivrances de visa aux ressortissants kirghizes pour les années écoulées, il n'y a pas de prévisions d'incidence sur les prochaines années. Ainsi, seules 24 délivrances de visa ont été enregistrées pour les ressortissants kirghizes en 2024 qui se sont rendus à Luxembourg. Compte tenu des chiffres précités, il faudrait retenir que seule une infime minorité était titulaire d'un type de passeport visé par le présent Accord.



CHECK DE DURABILITÉ - NOHALTEGKEETSHECK

 La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

Ministre responsable : Le Ministre des Affaires étrangères et européennes

Projet de loi ou amendement : Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025.

Le check de durabilité est un outil d'évaluation des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable. Son objectif est de donner l'occasion d'introduire des aspects relatifs au développement durable à un stade préparatoire des projets de loi. Tout en faisant avancer ce thème transversal qu'est le développement durable, il permet aussi d'assurer une plus grande cohérence politique et une meilleure qualité des textes législatifs.

1. Est-ce que le projet de loi sous rubrique a un impact sur le champ d'action (1-10) du 3^{ème} Plan national pour un développement durable (PNDD) ?
2. En cas de réponse négative, expliquez-en succinctement les raisons.
3. En cas de réponse positive sous 1., quels seront les effets positifs et/ou négatifs éventuels de cet impact ?
4. Quelles catégories de personnes seront touchées par cet impact ?
5. Quelles mesures sont envisagées afin de pouvoir atténuer les effets négatifs et comment pourront être renforcés les aspects positifs de cet impact ?

Afin de faciliter cet exercice, l'instrument du contrôle de la durabilité est accompagné par des points d'orientation – **auxquels il n'est pas besoin de réagir ou répondre mais qui servent uniquement d'orientation** –, ainsi que par une documentation sur les dix champs d'actions précités.

1. Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous.

Points d'orientation
Documentation Oui Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur l'inclusion sociale et une éducation pour tous puisque l'objet de l'Accord traite de la question de l'exemption de visa pour certaines catégories de passeports. Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

2. Assurer les conditions d'une population en bonne santé.

Points d'orientation
Documentation Oui Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur l'inclusion sociale et une éducation pour tous puisque l'objet de l'Accord traite de la question de l'exemption de visa pour certaines catégories de passeports. Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

3. Promouvoir une consommation et une production durables.

Points d'orientation
Documentation Oui Non



Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur la promotion d'une consommation et production durables puisque l'objet de l'Accord traite de la question de l'exemption de visa pour certaines catégories de passeports. Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

4. Diversifier et assurer une économie inclusive et porteuse d'avenir.

Points d'orientation Documentation Oui Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur la diversification et l'assurance d'une économie inclusive et porteuse d'avenir puisque l'objet de l'Accord traite de la question de l'exemption de visa pour certaines catégories de passeports. Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

5. Planifier et coordonner l'utilisation du territoire.

Points d'orientation Documentation Oui Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur la planification et coordination de l'utilisation du territoire puisque l'objet de l'Accord traite de la question de l'exemption de visa pour certaines catégories de passeports. Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

6. Assurer une mobilité durable.

Points d'orientation Documentation Oui Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur la mobilité durable puisque l'objet de l'Accord traite de la question de l'exemption de visa pour certaines catégories de passeports. Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

7. Arrêter la dégradation de notre environnement et respecter les capacités des ressources naturelles.

Points d'orientation Documentation Oui Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur l'environnement et les ressources naturelles puisque l'objet de l'Accord traite de la question de l'exemption de visa pour certaines catégories de passeports. Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

8. Protéger le climat, s'adapter au changement climatique et assurer une énergie durable.

Points d'orientation Documentation Oui Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur le climat ou changement climatique et/ou énergie durable puisque l'objet de l'Accord traite de la question de l'exemption de visa pour certaines catégories de passeports. Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

9. Contribuer, sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable.

Points d'orientation Documentation Oui Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable puisque l'objet de l'Accord traite de la question de l'exemption de visa pour certaines catégories de passeports. Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

10. Garantir des finances durables.

Points d'orientation Documentation Oui Non



Aucune incidence sur les finances durables

Cette partie du formulaire est facultative - Veuillez cocher la case correspondante


En outre, et dans une optique d'enrichir davantage l'analyse apportée par le contrôle de la durabilité, il est proposé de recourir, de manière facultative, à une évaluation de l'impact des mesures sur base d'indicateurs retenus dans le PNDD. Ces indicateurs sont suivis par le STATEC.

Continuer avec l'évaluation ? Oui Non

(1) Dans le tableau, choisissez l'évaluation : **non applicable**, ou de 1 = **pas du tout probable** à 5 = **très possible**



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

 La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

1. Coordonnées du projet

| | | | |
|--|--|------------|------------------------------|
| Intitulé du projet : | Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025. | | |
| Ministre initiateur : | Le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | | |
| Auteur(s) : | Cristina Ribeiro | | |
| Téléphone : | 2478-8398 | Courriel : | cristina.ribeiro@mae.etat.lu |
| Objectif du projet : | L'Accord vise l'exemption réciproque de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels au bénéfice des ressortissants du Kirghizistan et des États du Benelux | | |
| Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune (s) impliqué(e)(s) : | N.a. | | |
| Date : | 25/08/2025 | | |

2. Objectifs à valeur constitutionnelle

Le projet contribue-t-il à la réalisation des objectifs à valeur constitutionnelle ? Oui Non

Dans l'affirmative, veuillez sélectionner les objectifs concernés et veuillez fournir une brève explication dans la case «Remarques» indiquant en quoi cet ou ces objectifs sont réalisés :

- Garantir le droit au travail et veiller à assurer l'exercice de ce droit
- Promouvoir le dialogue social
- Veiller à ce que toute personne puisse vivre dignement et dispose d'un logement approprié
- Garantir la protection de l'environnement humain et naturel en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité, et satisfaction des besoins des générations présentes et futures
- S'engager à lutter contre le dérèglement climatique et œuvrer en faveur de la neutralité climatique
- Protéger le bien-être des animaux
- Garantir l'accès à la culture et le droit à l'épanouissement culturel
- Promouvoir la protection du patrimoine culturel
- Promouvoir la liberté de la recherche scientifique dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques



Remarques :

3. Mieux légiférer

1) Chambre(s) professionnelle(s) à saisir / saisi(e)s pour avis ¹:

- Chambre des fonctionnaires et employés publics
- Chambre des salariés
- Chambre des métiers
- Chambre de commerce
- Chambre d'agriculture

¹ Veuillez indiquer la/les Chambre(s) professionnelle(s) saisie(s) du projet sous rubrique suite à son approbation par le Conseil de gouvernement.

2) Autre(s) partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) à saisir / saisi(e)s pour avis : Oui Non

Si oui, laquelle / lesquelles :

Remarques / Observations :

3) En cas de transposition de directives européennes, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a. ²

Si non, pourquoi ?

4) Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales : Oui Non
- Citoyens : Oui Non
- Administrations : Oui Non

5) Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a. ²
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations :

6) Le projet contribue-t-il à la simplification administrative, notamment en supprimant ou en simplifiant des régimes d'autorisation et de déclaration existants, en réduisant les délais de réponse de l'administration, en réduisant la charge administrative pour les destinataires ou en améliorant la qualité des procédures ou de la réglementation ? Oui Non

Remarques / Observations :

L'Accord permet aux catégories de personnes visées la facilitation des voyages au Kirghizistan.



- 7) **Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ?** Oui Non N.a. ²

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

- 8) **Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?** Oui Non N.a. ²

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :

² N.a. : non applicable.

4. Digitalisation et données

- 9) **Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'État (e-Government ou application back-office)** Oui Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

- 10) **Le projet tient-il compte du principe « digital by default » (priorisation de la voie numérique) ?** Oui Non

- 11) **Le projet crée-t-il une démarche administrative qui nécessite des informations ou des données à caractère personnel sur les administrés ?** Oui Non

Si oui, ces informations ou données à caractère personnel peuvent-elles être obtenues auprès d'une ou plusieurs administrations conformément au principe «Once only» ?

- 12) **Le projet envisage-t-il la création ou l'adaptation d'une banque de données ?** Oui Non

5. Égalité des chances (à remplir pour les projets de règlements grand-ducaux) ³

- 13) **Le projet est-il :**

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

Ne fait pas de différence entre les femmes et les hommes

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi :

Ne fait pas de différence entre les femmes et les hommes



- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

14) Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a. ²

Si oui, expliquez
de quelle manière :

³ Pour les projets de loi, il convient de se référer au point 1 « Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous. » du Nohaltekeetscheck.

6. Projets nécessitant une notification auprès de la Commission européenne

15) Directive « services » : Le projet introduit-il une exigence en matière d'établissement ou de prestation de services transfrontalière ? Oui Non N.a. ²

Si oui, veuillez contacter le Ministère de l'Economie en suivant les démarches suivantes :

<https://meco.gouvernement.lu/fr/domaines-activites/politique-europeenne/notifications-directive-services.html>

16) Directive « règles techniques » : Le projet introduit-il une exigence ou réglementation technique par rapport à un produit ou à un service de la société de l'information (domaine de la technologie et de l'information)? Oui Non N.a. ²

Si oui, veuillez contacter l'ILNAS en suivant les démarches suivantes :

<https://portail-qualite.public.lu/content/dam/qualite/publications/normalisation/2017/ilnas-notification-infolyer-web.pdf>

20260519_Avis

Projet de loi

portant approbation de l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025

Avis du Conseil d'État

(19 mai 2026)

En vertu de l'arrêté du 29 avril 2026 du Premier ministre, le Conseil d'État a été saisi pour avis du projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire de l'article unique, une fiche financière, une fiche d'évaluation d'impact, un « check de durabilité – Nohaltegkeetscheck » ainsi que le texte de l'accord qu'il s'agit d'approuver.

Considérations générales

Le projet de loi sous avis a pour objet d'approuver l'Accord entre la République kirghize et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles, le 18 juin 2025, ci-après « Accord ».

Ainsi que l'expliquent les auteurs dans l'exposé des motifs, l'Accord « consiste à exempter de visa de manière réciproque les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels des ressortissants Kirghizes, Belges, Néerlandais et Luxembourgeois ».

Le texte du projet de loi sous avis n'appelle pas d'observation.

Observations d'ordre légistique

Intitulé

L'intitulé n'est pas à faire suivre d'un point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrase.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 19 votants, le 19 mai 2026.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Marc Thewes